

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES-MEKNES



APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 03 /RFM/2022

MARCHE N°/2022

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

- 1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA**
 - 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA**
 - 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA**
- PROVINCE DE MY YACOUB**

Cahier des Prescriptions Spéciales

Appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA
 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA
 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA
- PROVINCE DE MY YACOUB**

=====

MARCHE N° :/2022

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTREE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Président Du Conseil de la Région FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte du Conseil, désignée ci-après indifféremment par le Maître d'Ouvrage ou l'Maître d'ouvrage .

D'une part,

Et :

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

ICE N°:.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA
 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA
 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA
- PROVINCE DE MY YACOUB**

=====

MARCHE N° :/2022

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTREE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Président Du Conseil de la Région FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte du Conseil, désignée ci-après indifféremment par le Maître d'Ouvrage ou l'Maître d'ouvrage .

D'une part,

Et :

1. Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°.....

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

ICE N°:.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA
 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA
 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA
- PROVINCE DE MY YACOUB**

=====

MARCHE N° :/2022

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTREE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Président Du Conseil de la Région FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte du Conseil, désignée ci-après indifféremment par le Maître d'Ouvrage ou l'Maître d'ouvrage .

D'une part,Et :**1. Cas d'un groupement**

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

ICE N°:.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du

groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « BET ».

D'AUTRE PARTIL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	7
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	7
ARTICLE 2 : MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	7
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 5 : PIECES POSTERIEURES Á LA CONCLUSION DU MARCHE	7
ARTICLE 6 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS	8
ARTICLE 7 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS	9
ARTICLE 8 : CONNAISSANCE DES LIEUX	9
ARTICLE 9 : SOUS -TRAITANCE	9
ARTICLE 10 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 11 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	10
ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION DES ETUDES	10
ARTICLE 13 : PENALITE POUR RETARD	11
ARTICLE 14 : PENALITES PARTICULIERES	11
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 16 : CARACTERE DES PRIX.....	12
ARTICLE 17 : REVISION DES PRIX DU MARCHE	12
ARTICLE 18 : ELECTION DE DOMICILE DU BET.....	12
ARTICLE 19 : ARRET DES ETUDES.....	12
ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	13
ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISoire ET RECEPTION DEFINITIVE.....	13
ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	13
ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC	13
ARTICLE 24 : MESURES DE SECURITE.....	13
ARTICLE 25 : PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	13
ARTICLE 26 : ASSURANCE	14
ARTICLE 27 : REGLEMENT DIFFERENDS LITIGES	14
ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE.....	14
ARTICLE 29 : NANTISSEMENT	15
ARTICLE 30: MODIFICATION DU PROGRAMME DE L'OPERATION	15
ARTICLE 31 : SECRET PROFESSIONNEL	15
CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	16
ARTICLE 32 : EQUIPE CHARGEE DE LA REALISATION DES PRESTATION OBJET DU MARCHE	16
ARTICLE 33 : NORMES TECHNIQUES	16
ARTICLE 34: DESCRIPTION DES MISSIONS.....	16
ARTICLE 35 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE BET	20
ARTICLE 36 : CONDITIONS GENERALES DE REALISATION DES PRESTATIONS	21
ARTICLE 37: SUPERVISION DE L'ETUDE ET APPRECIATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS	22
ARTICLE 38 : OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE.....	22
ARTICLE 39 : RESPONSABILITE DU BET.....	22

ARTICLE 40 : REUNION.....	22
ARTICLE 41 : COORDINATION DES ETUDES.....	23
ARTICLE 42: DISPOSITIONS GENERALES.....	23
ARTICLE 43 : MODE DE REMUNERATION DU BET	23
ARTICLE 44 : MODALITE DE PAIEMENT	23
ARTICLE 45 : DEFINITION DES PRIX.....	24
ARTICLE 46 : BORDEREAU DU PRIX GLOBAL	26

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet:

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

- 1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA**
 - 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA**
 - 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA**
- PROVINCE DE MY YACOUB**

ARTICLE 2 : MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 et les paragraphes A et B e l'article 154 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Les prestations à réaliser au titre de ce marché consistent aux études relatives à :

- Construction de routes non classées ;
- Aménagement de l'assainissement des eaux pluviales ;
- Bassins versant et dimensionnement des ouvrages d'art ;
- Construction d'ouvrages annexes ;
- Traitement des carrefours;

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix et détail estimatif ;
4. Le cahier des prescriptions communes (CPC) applicables aux études routières du Ministre de de l'Equipement et de l'Eau.
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO); approuvé par le Décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).
6. -l'offre technique

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, les pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

ARTICLE 5 : PIECES POSTERIEURES Á LA CONCLUSION DU MARCHE

- 1 - Ordres de services
- 2 - Avenants éventuels
- 3 - Décision prévue au § 3 de l'article 36 du C.C.A.G E.M.O.

ARTICLE 6 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS**A/ TEXTES GENERAUX**

1. Loi organique 111-14 relative aux régions ;
2. Loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
3. Loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés promulguées par dahir n° 1-86-239 du Rabia II 1407
4. Loi N°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise
5. Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il été modifié et complété ;
6. Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements
7. Décret n° 2-14-343 du 24 juin 2014 fixant le salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture et Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre
8. Décret n° 2-19-184 du 19 chaabane 1440 (25 avril 2019) modifiant et complétant le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques
9. Décret n°2.20.292 du 23 Mars 2020 relatif à l'état d'urgence sanitaire.
10. Arrêté du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
11. Circulaire n° 75/IGSA du 22 Janvier 1982 relative à la réglementation et la législation du travail
12. Circulaire n° 6001/TP du 07 Août 1958 relative au transport des matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics ;
13. Circulaire TGR/DRRCI/DR N°9 du Ministre de l'Economie et des Finances et de la Réforme de le Maître d'ouvrage du 02/04/2020 relative à la simplification de certains procédures liées aux marchés publics d l'Etat et des collectivités territoriales.
14. Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux. L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra.

B/ Textes Spéciaux :

Le BET est également soumis :

- *Textes spéciaux*

1. L'instruction sur les caractéristiques géométriques des routes en rase campagne,
2. L'instruction sur les caractéristiques géométriques des routes économiques à faible trafic (REFT),
3. L'instruction n° DT/411/196/1 du 23 Janvier 1979 sur la composition des dossiers des études,
4. Le catalogue des structures type des chaussées neuves (Edition 1995),
5. Le Cahier des Prescriptions Spéciales applicable aux marchés d'études routières (Titre I et II),
6. Le Cahier des Prescriptions Commune CPC applicables aux études routières,
7. Le Guide Marocain pour les Terrassements Routiers "GMTR".

Le Bureau d'études « B.E.T » devra, s'il ne les possède pas se procurer ces documents, il ne pourra en aucun cas excuser de l'ignorance de ces documents pour se soumettre aux obligations qui en découlent.

Dans tous les cas Le « B.E.T » doit se conformer à tous les textes juridique et réglementaire les plus récents en vigueur.

ARTICLE 7 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

- 7-1 - Le Titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit du maître d'ouvrage, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, ou informations fournies par le maître d'ouvrage en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le Titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution ;
- 7-2 - Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété du maître d'ouvrage et tous ses exemplaires seront renvoyés au maître d'ouvrage, sur sa demande après exécution des obligations contractuelles par le Titulaire ;
- 7-3 - Tous les plans, dessins, spécifications, études, rapports, programmes informatiques et autres documents préparés par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations deviendront et demeureront la propriété du maître d'ouvrage. Le Titulaire les remettra au maître d'ouvrage avant la résiliation ou la fin du marché avec l'inventaire détaillé correspondant. Le Titulaire ne pourra les utiliser à des fins indépendantes du marché sans autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage ;
- 7-4 - Les locaux, équipements et fournitures mis à la disposition du Titulaire par le maître d'ouvrage seront la propriété du maître d'ouvrage et en porteront l'identification. A la résiliation ou à l'achèvement du marché, le Titulaire remettra au maître d'ouvrage un inventaire de cet équipement et de ces fournitures et disposera de ces derniers conformément aux instructions du maître d'ouvrage ;
- 7-5 - Le marché et les textes auxquels il fait référence renferment toutes les dispositions et stipulations qui ont fait l'objet d'accord entre le Titulaire et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire atteste du fait de l'acte d'engagement qu'il connaît parfaitement les lieux où doivent se dérouler les prestations d'assistance pour le suivi, de contrôle des travaux de construction de routes non classées, objet du marché et qu'il a pu apprécier les difficultés qui résultent des conditions d'accès aux sites.

Le titulaire ne pourra en aucun cas formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de réalisation de la mission objet du marché.

ARTICLE 9 : SOUS -TRAITANCE

Le titulaire est libre de sous-traiter une partie de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le maître d'ouvrage avant le commencement de l'exécution du présent marché. Toutefois la sous-traitance ne peut porter sur la totalité du marché et que

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 158 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) *toute en respectant les dispositions du décret n° 2.19.69 complétant et modifiant le décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.*

Il est recommandé de confier les prestations à sous-traiter à des prestataires installés au Maroc et notamment, à la PME, à l'autoentrepreneur, à la coopérative et à l'union des coopératives nationales.

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage ne reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants dans l'exécution du marché.

ARTICLE 10 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire du marché est tenu de procéder à la formalité d'enregistrement du marché ainsi qu'aux majorations appliquées à la non présentation à la formalité d'enregistrement / présentation hors délais de 30 jours et ce Conformément aux dispositions de la Loi des finances n°070-19 pour l'année budgétaire 2020 et les articles 128 et 131 du CGI.

ARTICLE 11 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché découlant du présent appel d'offres ouvert ne sera valable et définitif ou exécutoire qu'après le visa du Trésorier Régional de Fès et l'approbation de Monsieur le Président du Conseil de la Région Fès Meknès.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres interviendra avant tout commencement d'exécution.

Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de Soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 153 du Décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION DES ETUDES

Le délai d'exécution des études est fixé à 135 jours (Mission 1 à 4)

<i>Missions</i>	<i>Délai équivalent en jours</i>
<i>Mission I Avant-projet (A.P)</i>	<i>20 jours</i>
<i>Mission II Etude géotechnique (E.G)</i>	<i>40 jours</i>
<i>Mission III Projet d'exécution (P.E)</i>	<i>30 jours</i>
<i>Mission IV Dossier de consultation des entreprises (D.C.E)</i>	<i>45 jours</i>

Le délai de l'assistance technique et du suivi des travaux correspondant aux délais contractuels des entreprises titulaires des marchés des travaux qui est de 28 mois décomposés suivant les 3 projets objet de la présente étude comme suit :

PROVINCE/ PREFECTURE	COMMUNE	INTITULE DU PROJET	DELAI	Linéaires (KM)
PROVINCE MY YACIOUB	LA COMMUNE LAAJAJRA	* CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA	10 mois	7
	AIN KANSARA	* CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA	10 mois	5
		*CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA	8 mois	2

Chaque délai (de l'assistance technique et du suivi des travaux) commence à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service de commencement des travaux. Toutefois, si cette date n'est pas fixée par l'ordre de service, le délai commence à courir à compter du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait générateur du délai.

La prolongation des délais d'exécution ne peut être acceptée que dans les cas suivants et sous réserve de justifications dûment contrôlées par le maître d'ouvrage :

- Ordres d'arrêts notifiés par le maître d'ouvrage ;
- Journées d'intempéries reconnues par les organismes des Travaux Publics ;

ARTICLE 13 : PENALITE POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le BET, il lui sera appliqué, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par le maître d'ouvrage en application de l'article 42 du C.C.A.G-EMO une pénalité de 1/1000^{ème} par jour calendaire de retard du montant du marché.

Le montant total des pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché y compris des avenants éventuels.

Lorsque le montant des pénalités atteint ce plafond, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G-E.M.O.

ARTICLE 14 : PENALITES PARTICULIERES

En cas de manquement et non-respect par le BET aux obligations relatives à la mission confiée (telle que mentionnée sur le tableau suivant), une pénalité particulière, sans mise en demeure préalable, sera retenue d'office sur les sommes et décomptes dues au titulaire.

<i>NATURE DE L'INFRACTION</i>	<i>MONTANT DE LA PENALITE PAR INFRACTION</i>
Absence d'un représentant dûment convoqué à la réunion de chantier	1000,00 (Mille Dhs) par réunion.
Non remise du DCE en nombre fixé par le CPS	500,00 (cinq cent Dhs) par jour de retard
Non remise du rapport de fin des travaux	500,00 (Cinq cent Dhs) par jour de retard

N.B : Ces pénalités seront appliquées de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités particulières est plafonné à dix pour cent (10%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à 10 000.00 DH (dix mille DH).
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché.
- Par dérogation de l'articles 40 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive des prestations.

ARTICLE 16 : CARACTERE DES PRIX

En application de l'article 34 du CCAG-EMO, Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Dans le cas de marché passé avec un groupement conjoint, les prix afférents au marché sont réputés comprendre outre, les dépenses et marges du titulaire pour l'exécution de marché, y compris éventuellement les charges qu'il peut être appelé à rembourser au mandataire ainsi que les dépenses relatives :

- Aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- A toute autre sujétion induite par le fait de ce groupement conjoint.

ARTICLE 17 : REVISION DES PRIX DU MARCHE

Conformément à la disposition de l'article 12 du Décret N° 2-12-349 du 8 Joumada 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché seront révisable, la formule à appliquer sera la suivante :

$$P = P_o [0.15 + 0.85 (ING/ING_o)]$$

ING : Représentant l'index global ingénierie.

ING_o : Représentant l'index global ingénierie à l'époque de base.

P : Montant hors taxe révisé de la prestation considérée.

P_o : Montant initial hors taxe de cette même prestation.

L'époque de base correspond à la date de l'établissement des prix.

-Les valeurs des coefficients P/P_o seront arrêtées à la quatrième décimale la plus voisine de la valeur exacte.

-Les valeurs index inclus dans la formule de révision des prix précités sont celles publiées mensuellement par le Ministère de l'Equipement.

-La date d'exigibilité des prix est celle de l'ouverture des plis.

ARTICLE 18 : ELECTION DE DOMICILE DU BET

Les notifications du maître d'ouvrage se rapportant à ce marché seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans *l'acte d'engagement*.

En cas de changement de domicile, le titulaire doit aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 19 : ARRET DES ETUDES

Conformément à l'article 28 du CCAG EMO , Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'étude objet du marché suite à une décision de renonciation à la réalisation du Projet, à charge pour lui de faire connaître au prestataire son intention d'y mettre fin au moins (30) trente jours à l'avance et par écrit.

Le Maître d'Ouvrage a également le droit d'arrêter l'étude suite à un événement entraînant l'ajournement d'une Mission.

Dans ces deux cas, le Maître d'Ouvrage procédera au paiement des Missions achevées ou à leur stade d'avancement par le prestataire et approuvées par ses soins auparavant. Le marché est immédiatement résilié sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Lorsque le titulaire du marché n'est pas installé au Maroc, une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, sera fixée conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE

Les prestations du titulaire feront l'objet d'une réception provisoire et définitive dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG-EMO.

La réception définitive et partielle de chaque mission sera prononcée à la remise, l'acceptation et l'approbation du dossier définitif de la mission.

Lorsque le titulaire aura livré la totalité des prestations objet du marché, et après approbation des rapports relatifs à chaque mission, Il sera procédé à la *réception provisoire et définitive du Marché*.

Un procès-verbal de réception provisoire et définitive sera établi pour prononcer lesdites réceptions.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issu du présent appel d'offres ouvert.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issu du présent appel d'offres ouvert.

ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 24 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

ARTICLE 25 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Pour les besoins du présent Article, on entend par Résultats, l'ensemble des résultats des prestations livrables (y compris les plans, croquis, dossiers d'études, notes et tout autre document technique, etc.) objet des Mission du Marché issu du présent appel d'offres ouvert ainsi que, le cas échéant, les programmes informatiques développées par le Titulaire pour les besoins du Marché issu du présent appel d'offres ouvert.

A compter de leur remise au Maître d'Ouvrage et/ou en cas de fin normale ou anticipée dudit Marché pour quelque cause que ce soit, le Titulaire cède de plein droit au Maître d'Ouvrage, à titre exclusif et pour l'ensemble du Territoire, l'intégralité des droits afférents aux Résultats permettant au Maître d'Ouvrage d'exploiter librement, sur l'ensemble du Territoire, lesdits Résultats, y compris à des fins commerciales.

Le Titulaire s'engage, à ne pas concéder de licence, utiliser et/ou exploiter sur le Territoire, de quelque manière que ce soit, les Résultats, sauf accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage.

De convention expresse et par dérogation aux stipulations ci-avant, le Titulaire pourra (i) durant la durée d'exécution du Marché issu du présent appel d'offres ouvert exploiter et/ou utiliser les Résultats, pour les seuls besoins de la réalisation des prestations objet des Missions conformément aux stipulations dudit Marché.

Le Titulaire, par les présentes, (i) déclare et garantit au Maître d'Ouvrage que le Titulaire est valablement titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats objet de la présente session et (ii) garantit au Maître d'Ouvrage la propriété et la jouissance pleine et entière des droits de propriété intellectuelle afférents auxdits Résultats cédés.

A ce titre, le Titulaire s'engage à supporter, et/ou à indemniser le Maître d'Ouvrage, les/des conséquences dommageables pour le Maître d'Ouvrage résultant de toute action et/ou réclamation de la part de tout tiers invoquant un droit auquel l'exploitation des Résultats par le Maître d'Ouvrage aurait porté atteinte.

Sans préjudice de ce qui précède, le Titulaire s'engage, en outre, au choix du Maître d'Ouvrage :

à modifier et/ou à remplacer les éléments objet de l'action et/ou de la réclamation, de telle sorte que ces éléments cessent de tomber sous le coup de ladite action et/ou réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché issu du présent appel d'offres ouvert ;

à faire en sorte que le Maître d'Ouvrage puisse utiliser les éléments objet de l'action et/ou de la réclamation sans limitation ni frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage ; en tout état de cause, à indemniser le Maître d'Ouvrage de l'intégralité du préjudice subi par ce dernier.

ARTICLE 26 : ASSURANCE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution du marché, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de *l'article 20 du CCAG – EMO tel qu'il a été modifié par le décret n°2-05-1343 du 28 décembre 2005*.

ARTICLE 27 : REGLEMENT DIFFERENDS LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché issu du présent appel d'offres ouvert, des différends et litiges surviennent avec le Titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le Maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 159 du Décret n°2-12-349 précité et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG- EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au Titulaire en raison de ses fautes ou infractions.

En cas de présentation d'une déclaration sur l'honneur inexacte ou de pièces falsifiées ou lorsque des actes frauduleux, de corruption, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du Prestataire de services, le Ministre de l'Intérieur, sans préjudice des poursuites pénales et des sanctions dont le Prestataire de services est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission Nationale de la Commande Publique, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés conseil de la Région Fès-Meknès.

ARTICLE 29 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Conseil de la Région Fès Meknès en exécution du marché sera opérée par les soins du président du Conseil de la région Fès-Meknès;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du président du Conseil de la Région Fès Meknès, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
4. Le président du Conseil de la Région Fès Meknès remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
5. Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais du timbre de l'original conservé par l'maitre d'ouvrage sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 30: MODIFICATION DU PROGRAMME DE L'OPERATION

Se référer à l'article 36 du C.C.A.G EMO approuvé par le décret N° 2-01-23 32 du 22 Rabie I 1423 (4 juin 2002).

ARTICLE 31 : SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire du marché d'études et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements recueillis et documents portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable du Maitre d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à le Maitre d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examens, essais et recherches effectuées pour accomplir leur mission.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : EQUIPE CHARGEE DE LA REALISATION DES PRESTATION OBJET DU MARCHE

Le prestataire présentera, à l'agrément du Maître d'Ouvrage l'équipe chargée de la réalisation des prestations du marché, son organigramme ainsi que le chronogramme d'intervention de ses membres.

L'équipe du prestataire doit être représentée par un Ingénieur d'Etat Chef de projet (diplômé d'une école d'ingénieur en génie civil, génie rural ou équivalent) ayant une expérience dans le domaine des routes et routes non classées, qui sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage (MO), il sera chargé de la coordination des études.

L'équipe principale devra être composée notamment des profils suivants :

- Un ingénieurs d'Etat (diplômé d'une école d'ingénieur en génie civil) ayant une expérience dans le domaine des routes et routes non classées ;
- Un Ingénieur d'Etat en Hydraulique ou équivalent ayant une expérience dans le domaine des études hydrauliques routiers ;
- Trois techniciens spécialisés dont deux en génie civil et un en topographie ayant une expérience confirmée dans le domaine des routes et routes non classées.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander au prestataire de remplacer tout membre de son équipe ayant montré une insuffisance professionnelle ou ayant un comportement incompatible avec les valeurs éthiques de la profession. Dans ce cas, le remplacement devra s'effectuer dans un délai d'un (01) mois au maximum. Les frais de remplacement ou de substitution du personnel sont à la charge du prestataire.

La substitution du personnel affecté au projet à l'initiative du prestataire n'est pas permise sans l'approbation préalable du MO.

ARTICLE 33 : NORMES TECHNIQUES

Les études seront menées en appliquant les normes techniques ci-après :

1- pour le tracé :

- Mener les études du tracé suivant l'ICGRC ou REFT (Instruction sur les caractéristiques géométriques des routes de rase campagne, ou Instruction des routes économiques à faible trafic)
- Les Profils en Travers Type, quant à la largeur de la chaussée et des accotements seront définis par l' maître d'ouvrage .
- Adopter une pente transversale conformément aux instructions en vigueur ;
- Chercher si nécessaire, les adaptations locales, même si elle déroge à l'instruction susvisée moyennant une justification.

2- pour le dimensionnement de la chaussée

Il sera fait application du catalogue des structures types de chaussées neuves édition 95 pour la classe du trafic considéré (à préciser en concertation avec l' maître d'ouvrage).

ARTICLE 34: DESCRIPTION DES MISSIONS

L'étude comporte six (6) missions d'études principales :

- 1- Établissement de L'Avant-projet ;
- 2- Établissement de l'Etudes géotechniques;
- 3- Établissement de dossier d'exécution;
- 4- Établissement de Dossier de consultation des entreprises ;
- 5- Assistance technique et suivi des travaux ;
- 6- Réception définitive des travaux.

N.B : Le BET doit se conformer avec les dispositions du circulaire N°15/2020 du chef de gouvernement du 10/09/2020 notamment le premier alinéa de la page 2 quand à l'application des normes marocaines en vigueur.

MISSION 1 : ETABLISSEMENT DES AVANTS PROJET

Le BET établira, le dossier de l'avant-projet comprenant :

- Un diagnostic général de l'état des lieux des routes non classées à la hauteur de la consistance des études stipulées dans le programme initial.

Ce diagnostic doit faire apparaître une analyse critique de la situation actuelle en se basant sur les résultats des investigations menées et des études et analyses en la matière (paramétrage géométrique, état visuel de la chaussée et des recommandations pour études approfondies).

Cette phase comprend aussi l'élaboration du rapport final et d'une note de synthèse avec le plan d'action du scénario retenu qui définira de manière concrète l'ensemble des conditions de sa mise en œuvre :

- La construction, le renforcement et éventuellement l'élargissement des routes non classées considérées ;
- L'assainissement des eaux pluviales ;
- L'aménagement des carrefours dans le cas échéant ;
- Les ouvrages nécessaires aux constructions avec toute infra ou super structure nécessaire.

Ce dossier est constitué de :

- Un mémoire technique comprenant :
 - Un diagnostic, état des lieux des routes non classées à construire ou à projetées y compris les carrefours, avec un reportage photographique ;
 - Planning d'exécution des études
 - Les descriptifs des contraintes physiques apparentes ou souterraines de l'ensemble du programme ;
 - Avant métré sommaire de l'ensemble des travaux à réaliser
 - Programme des études géotechniques.

Mission 2 : Etablissement des études géotechniques

Les études géotechniques nécessaires pour le dimensionnement de la chaussée.

Le BET établira à sa charge, par le biais d'un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage, les études géotechniques de construction de chaussées, pour l'établissement du projet d'exécution.

La mission confiée au laboratoire dans le cadre du présent marché consiste en ce qui suit :

- Reconnaissance géotechnique à l'aide d'une campagne de sondages et d'un relevé visuel détaillé ;
- La nature de sol rencontré et les coupes des sondages réalisés ainsi que les essais d'identifications de chaque type de sol rencontré ;
- Calcul de dimensionnement des chaussées par différentes méthodes en vigueur avec proposition, éventuellement, de plusieurs variantes en tenant compte de la disponibilité des matériaux locaux ;
- Etablissement de rapport de synthèse avec illustration photographique ;
- Interprétation des différents résultats en donnant les différentes structures de la chaussée à adopter pour la construction ou pour le renforcement, ou pour l'élargissement.

Cette étude doit se baser sur les essais suivant :

- l'exécution d'au moins deux sondages par kilomètre en puits de dimensions (longueur : 1,00m, largeur : 0,60m, profondeur : 1,00m) en terrain de toute nature y compris le rocher, il comprend des sondages, le remblaiement des sondages avec les matériaux de

déblaiement, et la remise en état initial suivant les règles de l'art. Eventuellement dans le cas de renforcement, il pourra être procédé à des carottages au lieu des sondages.

Pour chaque sondage :

- la réalisation de l'essai d'Analyse granulométrique sous l'eau ou à sec selon la norme marocaine 00.1.004
- la détermination des limites d'Atterberg selon la norme NFP 94-051
- la réalisation de l'essai d'équivalent de sable à 10% des fines selon la norme NF P 18-597
- la Mesure de l'activité argileuse au bleu de méthylène d'un matériau selon la norme marocaine

10.1.141

- l'essai Proctor Standard ou Modifié selon la norme NF P 94-093
- la mesure de la portance CBR à trois énergies de compactage selon la norme NF 94-078.
- la mesure de dureté Los Angeles selon la norme marocaine 10.1.138
- la mesure de la résistance à l'usure par Micro Deval humide ou sec selon la norme marocaine

10.1.148.

- et tout essai complémentaire jugé utile ou nécessaire.

Mission 3 : Etablissement du dossier d'exécution :

Après approbation des missions 1 et 2, Le BET établira, le dossier d'exécution comprenant les plans détails d'exécution nécessaires pour cette mission.

Les plans topographiques d'ensemble seront exécutés par levé au sol et seront rattachés au système Lambert et au nivellement général du Maroc (NGM) sans aucune indemnité supplémentaire au profit de topographe.

Pièces à fournir par le BET :

- Plan de situation Global des routes non classées à échelle 1/10000;
- Plan coté de chaque piste à l'échelle 1/500 ;
- Rapport de reportage photographique ;
- Tracé en plan de chaque piste à échelle 1/1000 ou 1/500 ;
- Profil en long de chaque piste à échelle 1/1000 ou 1/500 ;
- Profils en travers de chaque piste à l'échelle du 1/100 ou 1/200 ;
- Profil en long d'assainissement des eaux pluviales échelle 1/1000 ou 1/500 ;
- Plan des Carrefours 1/500, cas échéant ;
- plan des ouvrages, cas échéant ;
- Plans de coffrage et de ferrailage pour l'ensemble des ouvrages nécessaires ;
- Dossier des ouvrages types à échelle approprié ;
- Un cahier des calculs de cubatures ;
- Dossier de contraintes (réseaux et autres contraintes rencontrées), le cas échéant.

N.B :

- Tous les travaux topographiques relatifs à toutes les phases de l'étude, sont à la charge du BET ;
- Le BET soumettra pour accord au maitre d'ouvrage les références de l'ingénieur topographe géomètre qui sera chargé de l'étude topographique.

Rapport ou mémoire technique comprenant :

- Avant métré détaillé des travaux à réaliser
- Un détail estimatif partiel par RNC
- Un détail estimatif global
- Les descriptifs techniques détaillés des routes non classées à construire

RESEAUX DIVERS :

Il est recommandé au bureau d'étude de recenser tous les réseaux aériens et souterrains situés dans les emprises de son étude. A cet effet, il prendra les contacts nécessaires avec les organismes concernés (ONEE- BO et BE, Régies, organismes de gestion de réseaux téléphoniques et autres établissements).

Ces réseaux doivent être reportés sur toutes les pièces du projet (Plan du tracé, profil en long, profils en travers).

Dans la mesure où les nécessités techniques le permettront, le bureau d'études cherchera à éviter que les aménagements projetés n'interfèrent avec les réseaux existants.

Dans le cas où le déplacement de tout ou partie d'un réseau s'avère indispensable, le bureau avisera, en temps utile, l'Ingénieur chargé du contrôle de l'étude qui décidera de la solution à adopter.

Un dossier spécial sera établi pour chaque réseau dont le déplacement est nécessaire (plan de situation du réseau par rapport à l'ouvrage projeté (profil type, profil en long).

Le bureau d'étude reprendra à ses frais tout ou partie du projet établi par ses soins dans le cas où cette reprise résulterait de la présence d'un réseau qu'il n'aurait pas signalé lors de l'établissement du projet.

Mission 4 : Dossiers de consultation des entreprises

Après approbation du dossier d'exécution, le BET établira sur la base du dossier d'exécution, les dossiers des appels d'offres des travaux à réaliser, par nature et part lot définit par le maître d'ouvrage il comportera :

- Le cahier des prescriptions spéciales
- Le cadre du bordereau des prix - détail estimatif
- Le planning prévisionnel des travaux
- Les avants métrés détaillés

N.B - Notons que le maître d'ouvrage peut demander au BET de préparer des exposés pour la validation de chaque mission. Aussi les travaux peuvent faire l'objet de répartition en lots en fonction de la localisation des projets et de leurs estimations.

Le BET établira également le programme des essais de laboratoire nécessaires lors de la phase exécution des travaux. L' maître d'ouvrage peut demander en cas de besoin un dossier de consultation des laboratoires pour le contrôle de la qualité de l'ensemble des travaux, pour toutes les routes non classées , comprenant :

- Le cahier des prescriptions spéciales
- Le cadre du bordereau des prix - détail estimatif

Mission 5 : Assistance technique et suivi des travaux

Le B.E.T. procédera au suivi, contrôle des travaux, pilotage organisation et coordination entre les différents intervenants.

A cet effet, il devra mettre au point un planning d'exécution des travaux des entreprises, et assurera également à :

- L'élaboration des PV des réunions de chantier et leur diffusion ;

- La coordination entre les différents intervenants et partenaires ;
- La vérification et la validation des plannings et mémoire technique présentés par les titulaires ;
- L'étude et examen des résultats fournis par le laboratoire ;
- La vérification de l'implantation des ouvrages à réaliser ;
- Réception de l'implantation du tracé ;
- les adaptations nécessaires de toutes les études, des calculs, et des plans d'exécution des ouvrages à réaliser. Tous les détails et côtes imprécises sur les plans d'exécution devront être diligemment complétés ;
- la reprise, si nécessaire, des plans d'exécution quand ceux-ci deviennent obsolètes ou font l'objet de modifications importantes, ou pour les rendre compatibles avec les conditions réelles d'exécution et les caractéristiques des fondations et des fouilles réalisées. Tous les calculs justificatifs nécessaires, dans une telle situation, doivent être effectués par le Titulaire ;
- Vérification des terrassements (remblai et déblai) et des matériaux pour corps de chaussée ;
- La participation à la réception des fonds de fouille ;
- Réception de l'implantation des ouvrages hydrauliques ;
- La vérification et la réception des coffrages ;
- Le contrôle du ferrailage ;
- La délivrance du bon à couler des structures de béton armé ;
- L'établissement, vérification et la signature des attachements contradictoires et des décomptes des entreprises ;
- la préparation des dossiers de plans conformes à l'exécution à la fin des travaux, avec indication de toute modification apportée aux plans d'exécution d'origine ;
- la vérification des plans de recollement établis par l'entreprise ;
- La réception de toutes les phases des travaux : Implantation, piquetage, terrassement, coffrage, etc.
- L'élaboration des PV de (pré) réception provisoire ;
- L'élaboration des rapports de fin des travaux de chaque (lot) en concertation avec *le maître d'ouvrage*;
- Réception provisoire des travaux et établissement d'un rapport de fin travaux.

Mission 6 : Réception définitive des travaux :

Le BET doit établir un P.V de réception définitive des ouvrages en collaborant avec le Maître d'Ouvrage. Le BET assurera le suivi de toutes les observations éventuelles pour l'obtention de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 35 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE BET

Le BET remettra au Maître d'Ouvrage Trois exemplaires de chacun des dossiers d'études.

Le maître d'ouvrage disposera à chaque fois d'un délai de quinze jours (15) pour approuver le document ou faire part de ses observations au BET. Passé ce délai, le dossier est automatiquement approuvé par le Maître d'Ouvrage.

Après notification des remarques du maître d'ouvrage, le BET fournira à chaque fois le

document définitif dans un délai de quinze jours et dans le nombre d'exemplaires précisé, ci-après :

Mission 1 : l'avant-projet : 03 Exemplaires ;

Mission 2 : études géotechniques : 03 Exemplaires ;

Mission 3 : projet d'exécution : 05 Exemplaires ;

Mission 4 : Dossiers de consultation des entreprises ;

- Dossier d'appel d'offres : 05 Exemplaires ;

- Estimation des travaux : 05 Exempleaire.

Mission 5 : L'élaboration des rapports de fin des travaux de chaque marché en concertation avec *le maitre d'ouvrage*.

Tous les documents à fournir seront établis au format A4 pour les pièces écrites et sous forme de plans aux échelles appropriées et sur CD ou USB.

Tous les dossiers seront fournis au maître d'ouvrage dans des chemises cartonnées.

ARTICLE 36 : CONDITIONS GENERALES DE REALISATION DES PRESTATIONS

36 -1 - Relations et liaisons bureau d'études et maître d'ouvrage

Le représentant du Bureau d'études devra utiliser la langue Arabe ou Français dans toutes ses relations avec le Maitre d'ouvrage ou ses représentations pour les besoins de l'étude. Dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées, le titulaire ne sera en aucune façon autorisé à se substituer au Maitre d'ouvrage, dans ses relations avec le tiers ou dans le fonctionnement de ses services. Le titulaire se bornera à donner les conseils qu'il appartiendra ensuite au Maitre d'ouvrage de transformer à sa convenance en décisions ou ordres d'exécution.

Le titulaire tiendra le Maitre d'ouvrage constamment informé des relations qu'il aura à entretenir avec des tiers pour l'accomplissement de son travail, en particulier un double de toute correspondance intéressant le présent marché lui sera adressé. Dans le cadre des présentations qui lui sont confiées, il devra tenir le Maitre d'ouvrage au courant de l'avancement de ses études de la façon la plus continue et la plus complète possible en particulier, il devra :

- Informer, avant tout commencement de l'exécution le Maitre d'ouvrage de la méthodologie utilisée pour chacune des parties de l'étude et obtenir éventuellement les accords qui ne pourront en aucune façon limiter sa responsabilité.

- Présenter, à l'issue de chaque étape des études, les résultats partiels de ses travaux de façon à ne faire figurer dans les dossiers définitifs que les documents que le Maitre d'ouvrage aura eu le temps d'étudier et sur lesquels il aura donné un accord de principe.

- Assurer des contacts personnels fréquents (cadence mi- mensuelle minimale) avec le représentant de l'Maitre d'ouvrage .

- Effectuer, chaque fois qu'il sera nécessaire, des sorties sur le site avec le représentant du Maitre d'ouvrage.

36-2 : Relations avec les divers intervenants

Le titulaire assistera le Maitre d'ouvrage à sa demande dans ses relations avec les différents intervenants et organismes d'approbation. Pour chaque phase, le Maitre d'ouvrage précisera ou confirmera les interventions qu'il attend du Bureau d'études. Cette assistance fait partie des différentes missions et ne donnera pas lieu à une rémunération complémentaire.

ARTICLE 37: SUPERVISION DE L'ETUDE ET APPRECIATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS

A l'issue de l'étude, le maître d'ouvrage procède à l'appréciation des (rapports, documents, etc....) produits par le BET et ce conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-EMO. Le maître d'ouvrage se réserve un délai de (15) quinze Jours pour cette appréciation. Ce délai n'est pas compris dans le délai global prévu pour l'exécution du marché. En cas de refus d'un (rapport, document ou autres), le titulaire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage, dans un délai de (15) quinze Jours, un nouveau rapport. La procédure d'appréciation par le maître d'ouvrage est par conséquent réitérée, et ce, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Dans tous les cas, les frais de reprise du rapport sont entièrement à la charge du BET.

En cas d'acceptation des rapports, le maître d'ouvrage prononce son approbation et la réception définitive suite à l'article N°16 et 49 du CCAG-EMO.

Les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour approuver les rapports et la synthèse ne sont pas compris dans le délai d'exécution du marché.

ARTICLE 38 : OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage :

- A fournir au BET le programme général détaillé de la réalisation, ainsi que sa décision à chaque stade de l'élaboration du projet
- A se conformer au délai prévu dans les plannings d'études et d'exécution pour ces propres interventions, notamment en matière d'approbation des dossiers, de choix des entreprises et de signature des marchés, de visa des décomptes et du paiement des entreprises.
- A apporter au BET tout son appui pour lui permettre de remplir ses missions.

Le maître d'ouvrage facilitera l'introduction du BET, au près de tous services commerciaux subdivisions administratives ou organisme centraux ou locaux dont la consultation ou la collaboration pourrait être nécessaire aux études.

ARTICLE 39 : RESPONSABILITE DU BET

Le BET sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du maître d'Ouvrage et prend la responsabilité de réaliser ses prestations dans les règles de l'art et suivant une démarche qualité :

- Il fera toute diligence pour assurer l'exécution des prestations qui lui sont confiés dans les meilleurs délais conformément aux prescriptions du présent CPS.
- Il devra assurer l'exécution de ces études en étroite collaboration avec les représentants du maître d'ouvrage.
- Il s'engage à affecté à l'exécution des études le personnel techniques qualifiés (Ingénieurs et techniciens) ayant les qualités et compétences professionnelles requises.

Le personnel du BET sera assujetti pour tout ce qui représente une activité découlant du présent marché, au secret professionnel dans les mêmes conditions que les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales.

Il ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers à titre gratuit ou onéreux qu'avec l'autorisation du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 40 : REUNION

Le bureau d'Etude ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux réunions de le Maitre d'ouvrage et de fournir aux représentants de ce dernier toute explication sur l'état d'avancement de l'étude et sur les méthodes suivies.

ARTICLE 41 : COORDINATION DES ETUDES

Le B.E.T affectera aux études les personnes qualifiées dont les noms figurent dans la note et le planning des études présentés. Toute modification dans la composition ou les profils des membres de l'équipe initiale telle que proposée par le BET devront faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études seront conduites dans toutes leurs phases en concertation avec le maître d'ouvrage ;

ARTICLE 42: DISPOSITIONS GENERALES

Au cours de l'exécution, l'agent chargé de suivi désignés par le maître d'ouvrage aura à tout moment droit d'intervenir dans la conduite des études, soit sur le terrain, soit au bureau et pourront procéder à toutes vérifications portant sur la qualité des études exécutées.

Le BET est tenu de mettre en place une signalisation adéquate lors de l'exécution des levés topographiques.

Toute étude reconnue insuffisante sera reprise par le BET sans que pour autant les délais d'exécution prévus soient modifiés.

Après examen des documents d'une mission fournie par le BET, le maître d'ouvrage donnera ses instructions pour la phase ultérieure des études.

ARTICLE 43 : MODE DE REMUNERATION DU BET

Les études seront rémunérées suivant le bordereau des prix-détail estimatif ci-après, étant précisé que le prix qui y sont définis, comprennent toutes les sujétions indiquées dans le présent marché ainsi que celles qui résultent de l'exécution des études selon les règles de l'art.

Les échanges pour le règlement se feront obligatoirement à travers la plateforme GID fournisseur et ce conformément au décret n° 2.19.184 modifiant et complétant le décret sur les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publique ;

ARTICLE 44 : MODALITE DE PAIEMENT

Les modalités de rémunération des études seront définies suivant le tableau ci-après :

N° de mission	mission	échancier	honoraires
I	<i>Avant-projet(A.P)</i>	A l'approbation de l'A.P	10% du montant du marché
II	<i>Etude géotechnique (E.G)</i>	A l'approbation de l'E.G	15% du montant du marché

III	<i>Projet d'exécution (P.E)</i>	A l'approbation de l'P.E	20% du montant du marché
IV	<i>Dossiers de consultation des entreprises (D.C.E)</i>	A l'approbation de l'D.C.E	05% du montant du marché
V	<i>Assistance technique et suivi des travaux (A.T.T)</i>	Au prorata des décomptes des travaux jusqu'à la réception provisoire des travaux	40% du montant du marché
VI	<i>Réception définitive des travaux(R.D.T)</i>	A la réception définitive des travaux	10% du montant du marché
TOTAL			100% du montant du marché

N.B : La liquidation des notes d'honoraires relatives à la phase Assistance technique et suivi des travaux (A.T.T) se fera comme suit :

MT = Prix forfaitaire du présent marché x 45% x TDR (Taux De Réalisation)

Mdp

Avec

TDR = $\frac{\text{Mdp}}{\text{Mm}}$

Mm

Mdp = Somme des Montants des décomptes provisoires des entreprises des travaux (en prenant en considération les avenants éventuels),

Mm = Montant total des montants initiaux des marchés des travaux.

N.B : TDR sera égal à 100% lorsque Mdp représente la somme des montants des décomptes provisoires et derniers, Mm prendra la valeur Mdp.

Tous les paiements seront effectués par application des prix du Bordereau des Prix - Détail Estimatif ci-dessous et établi par le Bureau de Contrôle.

Le paiement du marché sera effectué sur présentation des notes d'honoraires établies en 5 exemplaires, validées par le Maître d'Ouvrage, et par virement au compte du Bureau de Contrôle mentionné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 45 : DEFINITION DES PRIX

Les études seront rémunérées par l'application des prix, apparaissant à la décomposition du prix global

Mission I: Avant-projet (A.P)

10 % des honoraires seront payés pour la mission de l'établissement de l'avant-projet

Unité : Forfait

Mission II : Etude géotechnique (E .G)

15 % des honoraires seront payés pour la mission de l'établissement de l'étude géotechnique

Unité : Forfait

Mission III : Projet d'exécution (P.E)

20 % des honoraires seront payés pour la mission de l'établissement du projet d'exécution

Unité : Forfait

Mission IV : Dossier de consultation des entreprises (D.C.E)

05 % des honoraires seront payés pour la mission de l'établissement du Dossier de consultation des entreprises

Unité : Forfait

Mission V : Assistance technique et suivi des travaux (A.T.T)

40 % des honoraires seront payés pour la mission d'assistance technique et suivi des travaux. Elle sera rémunérée sur la base du pourcentage des décomptes des entreprises chargées de l'exécution des travaux, jusqu'à l'établissement des décomptes définitifs (la réception provisoire des travaux) .

Unité : Forfait

Mission VI: Réception définitive des travaux (R.D.T)

10% des honoraires seront payés après la réception définitive des travaux

Unité : Forfait

ARTICLE 46 : BORDEREAU DU PRIX GLOBAL**OBJET DU MARCHÉ : ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:**

- 1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA**
 - 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA**
 - 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA**
- PROVINCE DE MY YACOUB**

A/ BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° de prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaires H. T. (DH)
1	ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX: 1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA PROVINCE DE MY YACOUB	
	Total H.T (DH)	
	T.V.A 20% (DH)	
	Total T.T.C (DH)	

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

B/ DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

OBJET DU MARCHÉ : ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA
 2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA
 3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAJAJRA
- PROVINCE DE MY YACOUB

N° Prix	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UTE	QTE	P.U « H.T » EN DHS	TOTAL H.T
Mission I	<i>Avant-projet (A.P)(10%)</i> Le forfait :	F	1		
Mission II	<i>Etude géotechnique (E.G)(15 %)</i> Le forfait :	F	1		
Mission III	<i>Projet d'exécution (P.E)(20 %)</i> Le forfait :	F	1		
Mission IV	<i>Dossier de consultation des entreprises (D.C.E)(05%)</i> Le forfait :	F	1		
Mission V	<i>Assistance technique et suivi des travaux (A.T.T) (40%)</i> Le forfait :	F	1		
Mission VI	<i>Réception définitive des travaux (R.D.T) (10%)</i> Le forfait :	F	1		
Total T.V.A					
T.V.A 20%					
Total T.T.C					

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)

Appel d'offres ouvert sur offres de prix

N°03/RFM/2022

Marche n°

Objet :

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:

1. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA
2. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA
3. CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA

PROVINCE DE MY YACCOUB

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été complété et modifié.

Montant T.T.C (en chiffres) :

Montant T.T.C (en lettres) :

<p><u>Dressé par :</u></p>  <p>Yassine ES-SABRY Ingénieur d'Etat 1er Grade Division d'Equipement Rural</p> <p>A <u>Fes</u> le : <u>18 Avril 2022</u></p>	<p><u>Vérifié par :</u></p>  <p>Abdelilah KHODRI Chef de la Division d'Equipement Rural</p> <p>A <u>Fes</u> le : <u>18 Avril 2022</u></p>
<p><u>Lu et accepté par BET :</u></p> <p>A le</p>	<p><u>Présenté par :</u></p>  <p>Le Président de la Région Fes-Meknès Signé : Abdelouahed EL ANSARI</p> <p>A FES, le <u>21 AVR. 2022</u></p>
<p><u>Visé par :</u></p> <p>A FES, le :</p>	<p><u>Approuvé par :</u></p> <p>A FES, le :</p>

